

Informations clés pour l'investisseur

« Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce Fonds d'Investissement Alternatif (« FIA »). Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.»

FCPI REBOND EUROPE 2019 (Code ISIN parts A : FR0011538404)

Fonds Commun de Placement dans l'Innovation non coordonné soumis au droit français SIGMA GESTION

Objectifs et politique d'investissement du FIA :

Le FCPI REBOND EUROPE 2019 (ci-après dénommé le « Fonds ») a pour objectif la prise de participation minoritaire dans des Petites et Moyennes Entreprises (« PME ») européennes innovantes (jusqu'à 100%). La trésorerie du Fonds sera investie en parts ou actions d'OPCVM ou de FIA « monétaires » et « monétaire court terme », en titres de créances négociables et en titres de PME non éligibles cotées ou non cotées.

Caractéristiques essentielles du FIA :

Le Fonds investira jusqu'à 100% du montant des souscriptions dans des prises de participations minoritaires au capital de PME européennes dont les titres sont admis ou ayant un projet d'admission à horizon de deux ans aux négociations sur des marchés d'instruments financiers essentiellement non réglementés et répondant aux critères d'innovation fixés par l'article L214-30 du Code Monétaire et Financier. Les titres admis aux négociations sur un marché réglementé représenteront au plus 20% des actifs du Fonds. Les instruments utilisés pourront être des (i) parts, actions, (dont 40% minimum en augmentation de capital), et (ii) des bons de souscriptions d'actions, obligations convertibles, avances en compte courant et tout titre donnant ou pouvant donner accès, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme à une quotité du capital dans les sociétés. Le Fonds favorisera le capital développement.

Le quota libre (de 0% à 40%) sera investi en parts ou actions d'OPCVM ou de FIA classifiés « monétaires » et « monétaire court terme » en titres de créances négociables et en titres de sociétés non éligibles. Les titres de créances négociables seront émis principalement par des sociétés européennes, ils pourront être notés ou non notés et seront sélectionnés sur la base de leur sous-jacent. Lorsqu'ils seront notés, les notes situées entre AAA et BBB- et entre A-1+ et A-3 (notes Standards & Poors posées à titre d'exemple) seront privilégiés.

Les investissements pourront être réalisés dans les PME de tout secteur d'activité sans spécialisation particulière. La Société de Gestion privilégiera les sociétés en phase de développement. Les secteurs cycliques ne seront qu'exceptionnellement étudiés. La société de gestion identifie des sociétés européennes jugées sous-évaluées et/ou ayant un niveau important de trésorerie, les analyse en profondeur puis investit dans les sociétés finalement sélectionnées.

Le Fonds n'a pas d'indicateur de référence.

Ce fonds a une durée de blocage de 5 années prorogable une fois un an (soit jusqu'au 31 décembre 2019) pendant lesquelles les rachats ne sont pas autorisés sauf cas légaux (décès, invalidité, licenciement). La phase d'investissement durera en principe de la création du fonds jusqu'au 31 juillet 2015. La phase de désinvestissement commencera en principe la 5ème année. En tout état de cause, la clôture de la liquidation du Fonds s'achèvera au plus tard le 31 décembre 2019 et les souscripteurs recevront à cette date les actifs du Fonds restant à distribuer.

Les sommes distribuables sont distribuées le 1^{er} janvier 2020.

Recommandation : ce fonds pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport dans 6 ans (soit jusqu'au 31 décembre 2019).

Profil de risque et de rendement :

A risque plus faible, A risque plus élevé,
rendement potentiellement plus faible rendement potentiellement plus élevé

1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	---	---	---

Ce FIA de capital investissement présentant un risque très élevé de perte en capital, la case 7 apparait comme la plus pertinente pour matérialiser le degré de risque dans l'échelle de risque de l'indicateur synthétique. Les investissements dans les Fonds Commun de Placement dans l'Innovation non coté sont considérés comme une classe d'actifs « à risques ».

Risque important pour le FIA non-pris en compte par l'indicateur de risque

Risque de liquidité : dans la mesure où le Fonds investit jusqu'à 100% des souscriptions au capital de PME pour une durée de 6 ans (prorogation incluse), le souscripteur est informé du blocage de son investissement pendant cette durée soit jusqu'au 31 décembre 2019.

A compter du 1er janvier 2019, les participations pourront être cédées avec une décote amenant le Fonds à céder les titres à un prix inférieur au prix d'acquisition. La difficulté à céder les participations pourra engendrer une baisse de la valeur liquidative du fonds.

Frais, commissions et partage des plus-values

1° Répartition des taux de frais annuels moyens (TFAM) maximaux gestionnaire et distributeur par catégorie agrégée de frais

« Le Taux de Frais Annuel Moyen (TFAM) gestionnaire et distributeur supporté par le souscripteur est égal au ratio, calculé en moyenne annuelle, entre :
- le total des frais et commissions prélevés tout au long de la vie du fonds, y compris prorogations, telle qu'elle est prévue dans son règlement ;
- et le montant des souscriptions initiales totales défini à l'article 1 du présent arrêté.

Ce tableau présente les valeurs maximales que peuvent atteindre les décompositions, entre gestionnaire et distributeur, de ce TFAM. »

Ces frais sont basés sur une estimation de souscription de 7,5 millions d'euros.

Catégorie agrégée de frais	Taux maximaux de frais annuels moyens (TFAM maximaux)	
	TFAM gestionnaire et distributeur maximal	dont TFAM distributeur maximal
Droits d'entrée et de sortie*	0,58%	0,58%
Frais récurrents de gestion et de fonctionnement comprenant les frais et commissions prélevés directement ou indirectement auprès des entreprises cibles des investissements	3,90%	1,30%
Frais de constitution	0,20%	-
Frais de fonctionnement non récurrents liés à l'acquisition, au suivi et la cession des participations***	0,20%	-
Frais de gestion indirects**	0,11%	-
Total	4,99%	1,88%

La politique de prélèvement des frais prévoit que les frais sont identiques en période de pré-liquidation et, le cas échéant, en période de liquidation.

*Les droits d'entrée sont payés par le souscripteur au moment de sa souscription. Ils sont versés au distributeur pour sa prestation de distribution des parts du Fonds. Le gestionnaire pourra se subroger dans les droits du distributeur sur les droits d'entrée exigibles. La valeur retenue est une valeur moyenne maximum de 3,5 % de droits d'entrée.

** Tant que les fonds ne sont pas investis au capital de PME, ils sont investis en trésorerie (OPCVM et FIA, titres de créances, PME non éligibles au quota fiscal.

*** Cette facturation couvrira notamment les frais et honoraires d'audit, d'expertise et de conseil juridique, les autres frais et taxes, les frais de contentieux éventuellement engagés pour le compte du Fonds dans le cadre d'acquisition, de gestion et de cession de titres détenus par le Fonds, les frais d'assurance contractés éventuellement auprès de la société française pour l'assurance du capital risque des petites et moyennes entreprises – OSEO SOFARIS – ou d'autres organismes.

La politique de prélèvement des frais prévoit que les frais sont identiques en période de pré-liquidation et, le cas échéant, en période de liquidation.

2° Modalités spécifiques de partage de la plus-value (« carried interest »)

Description des principales règles de partage de la plus-value (« carried interest »)	Abréviation ou formule de calcul	Valeur
(1) Pourcentage des produits et plus-values nets de charges du fonds attribuée aux parts dotées de droits différenciés dès lors que le nominal des parts aura été remboursé au souscripteur	(PVD) 20%	[0,2]
(2) Pourcentage minimal du montant des souscriptions initiales totales que les titulaires de parts dotés de droits différenciés doivent souscrire pour bénéficier du pourcentage (PVD)	(SM) 0%	[0]
(3) Pourcentage de rentabilité du fonds ou de la société qui doit être atteint pour que les titulaires de parts dotés de droits différenciés puissent bénéficier du pourcentage (PVD)	(RM) 120%	[1,20]

3° Comparaison normalisée, selon trois scénarios de performance, entre le montant des parts ordinaires souscrites par le souscripteur, les frais de gestion et de distribution et le coût pour le souscripteur du « carried interest »

« Rappel de l'horizon temporel utilisé pour la simulation : 6 ans »

« Les scénarii de performances de sont donnés qu'à titre indicatif et leur présentation ne constitue en aucun cas une garantie sur leur réalisation effective. »

Scénarios de performance (évolution du montant des parts ordinaires souscrites depuis la souscription, en % de la valeur initiale)	Montants totaux, sur toute la durée de vie du fonds (y compris prorogations), pour un montant initial de parts ordinaires souscrites de 1000 dans le fonds ou la société			
	Montant initial des parts ordinaires souscrites	Total des frais de gestion et de distribution (hors droits d'entrée)	Impact du « carried interest »	Total des distributions au bénéfice du souscripteur de parts ordinaires lors de la liquidation (nettes de frais)
Scénario pessimiste : 50%	1000	265	0	235
Scénario moyen : 150 %	1000	265	35	1200
Scénario optimiste : 250%	1000	265	247	1988

« Attention, les scénarios ne sont donnés qu'à titre indicatif et leur présentation ne constitue en aucun cas une garantie sur leur réalisation effective. Ils résultent d'une simulation réalisée selon les normes réglementaires prévues à l'article 5 de l'arrêté du 10 avril 2012 pris pour l'application du décret du 10 avril 2012 n° 2012-465 relatif à l'encadrement et à la transparence des frais et commissions prélevés directement ou indirectement par les fonds et sociétés mentionnés aux articles 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts. »

Pour plus d'information sur les frais, veuillez-vous référer aux pages 21 à 23 du prospectus de ce Fonds, disponible sur le site internet www.sigmagestion.com

Informations pratiques :

Dépositaire : RBC INVESTOR SERVICES BANK FRANCE S.A.

Obtention d'information sur le Fonds : Au moment de la souscription, le prospectus (comprenant le DICI et le règlement) ainsi que du dernier rapport annuel peuvent être obtenus sur demande écrite et sans frais auprès de la société de gestion et sur tout support d'information (version papier, version électronique...) dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la demande. [SIGMA GESTION, 59, avenue d'Iéna, 75116 Paris ou www.sigmagestion.com].

Les Valeurs Liquidatives sont mises à disposition de tout souscripteur sur demande auprès de la Société de Gestion, gratuitement et à tout moment. Elles sont également publiées sur la base GECO que vous trouverez sur le site internet de l'AMF.

Le régime fiscal des souscriptions aux parts de Fonds Commun de Placement dans l'Innovation est couvert par les articles 199 terdecies 0 A (impôt sur le revenu) et 150 0 A (imposition des plus-values) du Code Général des Impôts.

La Société de gestion attire l'attention des souscripteurs sur le fait que la délivrance de l'agrément par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) ne signifie pas que le produit présenté est éligible aux différents dispositifs fiscaux. L'éligibilité à ces dispositifs dépendra notamment du respect de certaines règles d'investissement au cours de la vie de ce produit, de la durée de détention ainsi que de la situation individuelle de chaque souscripteur.

La responsabilité de SIGMA GESTION ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus du Fonds.»

Ce Fonds est agréé par l'AMF et réglementé par la législation française.

SIGMA GESTION est agréée par l'Autorité des Marchés Financiers et réglementée par la législation française.

Les informations clés pour l'investisseur ici fournies sont exactes et à jour au 02 août 2013.